

LA LEÇON DE MALTHUS : LE CONTRÔLE DÉMOGRAPHIQUE PAR LA FAIM

Claude MEILLASSOUX

Par reproduction sociale j'entends à la fois le renouvellement démographique et économique des effectifs et la reconstitution des relations et des institutions sociales qui organisent les individus selon des caractéristiques propres au système considéré.

La reproduction physique et matérielle de la société ne s'accomplit pas au moment de la naissance d'une nouvelle génération, mais si et quand les individus qui composent cette génération atteignent la maturité productive et reproductrice, c'est-à-dire ce que j'appellerai le *seuil de croissance*.

La « maturité » est considérée ici sous un double aspect démographique et économique : la *maturité démographique* est atteinte lorsqu'un individu pubère est admis à procréer. La *maturité économique* commence avec la capacité de produire au-delà de sa propre consommation, c'est-à-dire lorsque l'individu fournit un *surproduit*¹. Nous admettons que comme dans la plupart des sociétés policées, le mariage, qui marque la maturité démographique, est associé à la maturité économique et que les deux moments coïncident à peu près.

La condition démographique minimum de la reproduction sociale est le renouvellement des effectifs d'une génération à l'autre (ou ce que l'on appelle la *reproduction simple*) ; c'est-à-dire que compte tenu de la mortalité par âge jusqu'à la maturité chaque génération de femmes pubères² doit produire une génération reproductrice mixte, hommes et

1. Dans ce qui suit, je m'en tiendrai à la production alimentaire.

2. J'appelle *pubères* les femmes en état de procréer quel que soit leur âge.

Les spectres de Malthus

femmes, égale à celle à laquelle appartiennent ces femmes, dont autant de filles qu'elles-mêmes.

Au-delà de ces conditions démographiques, chaque nouvelle génération doit être nourrie jusqu'à sa *maturité*, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle soit capable (physiquement et conventionnellement) de produire et de se reproduire à son tour.

La fécondité féminine et la *productivité du travail alimentaire* contribue de façon indissociable à la croissance.

Les fondements physiques et matériels de la reproduction sociale étant démographiques et économiques, ils doivent donc être examinés sur ce double plan pour comprendre comment elle engage des rapports entre les sexes et les générations d'une part, entre les classes et entre les peuples d'autre part.

Malthus et le spectre du pauvre

La prise en considération du facteur alimentaire dans la croissance démographique renvoie à Malthus qui avait posé le problème de la population en ces termes dans son fameux *Essai sur le principe de population*.³

L'ouvrage de Malthus est un mélange de propositions justes et de paralogismes d'inspiration idéologique qui a conduit à ce qu'on appelle aujourd'hui le « malthusianisme », une sorte de catastrophisme démographique accompagné d'une attitude encore très contemporaine de rejet moral de la pauvreté comme étant à imputer aux « vices » des pauvres eux-mêmes. Ce qui faisait dire à Engels : « C'est maintenant la théorie favorite de tous nos vrais bourgeois anglais, d'autant plus naturellement qu'elle leur fournit les justifications les plus fallacieuses et qu'elle a de surcroît dans les circonstances présentes un important fond de vérité. »⁴

Certes, on peut admettre que les idées de Malthus n'étaient pas toutes celles qu'en ont retenues ses zéloteurs mais il faut convenir que son absence de rigueur et ses formulations se prêtent facilement aux pires interprétations. Malthus se fait ouvertement l'avocat des propriétaires terriens, l'une de ses préoccupations majeures étant d'éviter que « toute la propriété foncière [ne soit] engloutie par la taxe » pour les « pauvres » (1803/1963 : 180).⁵

3. MALTHUS T.-R., 1803/1963, Paris, Gonthier/Seghers.

4. « This is now the pet theory of all genuine english bourgeois, and very naturally, since it has the most specious excuse for them, and has moreover, a good deal of truth in it under existing conditions. » (ENGELS F. 1845, *The Condition of the Working class in England in 1844*, p. 309).

5. Les citations sont tirées de la traduction française.

La principale proposition de Malthus est que « la population tend constamment à s'accroître au-delà des moyens de subsistance⁶ et qu'elle est arrêtée par cet obstacle » (p. 18). Proposition ambiguë qui confond d'emblée deux notions : celles de surpopulation absolue et relative. Or il y aurait surpopulation absolue par rapport aux subsistances, si la population parvenait à croître jusqu'à être capable de se reproduire au-delà des capacités nutritionnelles des ressources existantes ; il s'agit donc d'une spéculation irréaliste. Par contre il y a surpopulation *relative* quand une population existante est privée des ressources qui lui ont permis de croître jusqu'à son état présent.

Avant d'aller plus loin dans la critique, il faut relever dans l'*Essai* des remarques justes mais éparées, dont le nombre et la qualité sont assez impressionnants.

Outre la proposition principale qui énonce un rapport logique entre les effectifs d'une population et le volume des subsistances (auquel elle a accès), Malthus formule d'autres jugements utiles et justes :

— il évoque, mais à une seule reprise, la notion d'un âge de maturité économique qu'il situe à dix ans (p. 231) ;

— il comprend qu'une nouvelle génération doit parvenir à « l'âge d'homme » pour qu'il y ait croissance (p. 211) ;

— il répète plusieurs fois que l'augmentation du volume de la nourriture doit précéder celle de la population (p. 109, 135) encore qu'il écrive aussi « que les lois de la nature s'opposent à ce que l'on réussisse jamais à élever le niveau des subsistances au niveau de la population », ce qui laisse entendre que celle-ci aurait déjà pu croître à partir de rien (p. 162) et annule la proposition précédente ;

— il fait empiriquement la différence entre produits régénérateurs (les biens nécessaires à la reproduction et à l'entretien de la vie) et produits manufacturés ;

— il n'ignore pas l'effet du commerce des vivres sur la démographie (p. 126) ;

— il constate que la mortalité en cas de famine frappe d'abord et surtout les enfants (p. 163, 177) ;

— il entrevoit les effets des revenus monétaires sur l'accès différencié à la nourriture, donc incidemment le rôle démographique du salaire et de l'emploi (p. 116, 131, 161, 200). Ce sur quoi il insistera dans des ouvrages ultérieurs, mais sans prendre en considération la différence de

6. Il faudrait ajouter ici : « auxquels elle a accès », ce qui ne semble pas toujours clair dans l'esprit de Malthus.

durée des cycles démographiques et de variation des prix ou des salaires ;

— il introduit le cas des fluctuations de la production agricole (p. 131-132) ;

— enfin il évoque les différences d'accès à la nourriture selon les classes sociales (p. 135, 142, 143, 212).

Ces propositions toutefois ne s'articulent nulle part en un corps argumentaire cohérent capable de maîtriser les préjugés de classe de Malthus qui dominant sa démarche et l'entraînent à des conclusions opposées à ses prémisses.

En dépit, donc, d'observations qui lient correctement la démographie à l'économie, le texte de Malthus suggère de façon répétée la possibilité d'une croissance *absolue* de la population au-delà des disponibilités alimentaires, c'est-à-dire la présence physique d'une surpopulation parvenue à la maturité sans en avoir eu les moyens matériels.

D'emblée, pour illustrer son propos, Malthus (1803 : 22) imagine une situation où la population de la Grande-Bretagne atteint cent soixante treize millions d'habitants alors que le produit du sol anglais ne peut en nourrir que cinquante cinq ! « Cent vingt et un millions d'hommes, conclut-il tragiquement, seront ainsi condamnés à mourir de faim. » Certes, Malthus voulait ainsi frapper les esprits, mais convenons que l'argumentation est bizarre. Si les moyens de subsistance sont un obstacle insurmontable à la *croissance* démographique, comment ces 121 millions d'individus seraient-ils parvenus à survivre et se reproduire au-delà des disponibilités en nourriture ? Plus loin (p. 27) il récidive, prouvant qu'il ne s'agit pas d'une distraction, en généralisant son propos : « Supposons un pays dans lequel les moyens de subsistance sont suffisants pour nourrir la population. La tendance de celle-ci à s'accroître (...) fait que le nombre des humains s'accroît plus vite que les possibilités de subsistance. » Plus loin encore dans l'ouvrage, pour répliquer au « réformateur » Goodwin (p. 95), il reprend un argument semblable, tout en avouant ingénument : « Je sais bien, que les millions d'habitants en excès dont j'ai parlé n'existeront jamais » écrit-il, sans paraître comprendre que sa démonstration en est du même coup invalidée. A travers ces exemples répétés, imaginaires et irrationnels, le mal est fait : la population des pauvres ne cessera d'apparaître comme surgie d'un néant sans loi et dotée par cette argumentation fallacieuse, d'une aura spectrale : au côté d'une population raisonnable, celle des « classes supérieures », présentée comme pourvues des vertus de prévoyance et de chasteté et croissant selon la logique de leurs ressources, Malthus évoque un peuple désordonné de morts-vivants, celui des pauvres, croissant sans frein, coupable par son imprévoyance et son

incontinence d'avoir violé le droit naturel à l'existence. Ce peuple monstrueux ne peut avoir que des effets tératogènes : « La populace, écrit-il, qui est généralement formée par la partie *excédentaire* (souligné par moi C.M.) d'une population aiguillonnée par la souffrance mais qui ignore totalement la vraie cause de ses maux, est — parmi tous les monstres — le plus redoutable ennemi de la liberté. Elle fournit un instrument à la tyrannie et, au besoin, la fait naître. »

Cette « invasion verticale des barbares », comme on l'évoquera plus tard, sera pour les bourgeois lecteurs de Malthus, un fait accompli : les pauvres représentent à leurs yeux une surpopulation absolue déjà présente, surgissant en son sein en violation de la raison et qu'il faudra aider à disparaître.

Sur ce point Malthus lui-même, se laisse prendre à ses propres arguties. Bien qu'ouvert en certains endroits à la compassion, bien qu'œuvrant, croit-il, à une société où le superflu serait la part de tous, il est, à l'égard de cette insolente surpopulation, d'une sévérité féroce. Pas d'assistance, pas de secours, ni pour lui ni pour ses enfants, à celui qui engendre sans en avoir les moyens : « Il faut qu'il sache que les lois de la nature⁷, qui sont les lois de Dieu, l'ont condamné à souffrir, lui et sa famille, pour le punir d'avoir violé leurs admonestations répétées, et qu'il n'a pas le droit de réclamer à la collectivité la plus petite parcelle de nourriture en plus de ce à quoi son travail lui donne droit. » (Malthus, 1803 : 177) Les bourgeois anglais ont compris la leçon et, retirant aux chômeurs l'aide que leur accordait la loi des pauvres depuis le règne d'Elisabeth, ils les jettent dans des « maisons de travail » dont les conditions, selon la description d'Engels, semblent s'apparenter à celles qui régnerent plus tard dans les camps nazis (Engels, 1845 : 309s). Car ce « jugement » sans appel de Malthus, qui ne se voulait sans doute que dissuasif, est devenu homicide chez ses épigones empressés. C'est lui qui inspire aussi la politique économique du Fonds Monétaire International dans le Tiers Monde.

Un exemple montre comment fonctionne l'argumentation de Malthus. Les mauvaises récoltes et le chômage, explique-t-il, « créent un excès de population » et favorisent le recrutement des armées, et donc les guerres (id : 153s). Notons d'abord que cet exemple n'illustre pas la thèse de Malthus qui prétend que l'excès de population provient de la croissance de celle-ci au-delà des disponibilités alimentaires. Or il ne s'agit pas ici d'une *surpopulation absolue* provoquée par un accroissement démographique par rapport aux disponibilités vivrières existantes,

7. Malthus fait usage de la notion de « nature » et de ses prétendues lois, de la façon la plus inconsidérée, tantôt les faisant agir pour le meilleur et tantôt pour le pire ; tantôt commandant les événements, tantôt devant être renforcée par la loi des hommes ! Mais toujours sacrant la justesse de son raisonnement.

mais d'une *surpopulation relative due à une diminution* des ressources alimentaires de la population. Il dit en effet que ce sont « les mauvaises récoltes » qui « créent » un excès de population, c'est-à-dire une réduction des *disponibilités* en nourriture par rapport à une situation antérieure qui avait permis à cette population d'atteindre son niveau. Mais on apprend aussi que les armées disposent de vivres (alors qu'ils manquent à la population) puisque c'est ainsi qu'elles recrutent en temps de famine. L'« excès », relatif, de population doit donc être attribué aussi à l'inégale distribution de la nourriture disponible. Plus loin Malthus met le chômage et les mauvaises récoltes sur un même plan de causalité ; mais si ces dernières sont dues aux intempéries, le chômage provient d'une augmentation de la productivité du travail ou d'une demande moindre, donc comme un *effet* de la conjoncture économique et certainement pas comme une cause.

Malthus fait une autre confusion entre les mauvaises récoltes, qui font baisser les *disponibilités alimentaires*, et le chômage qui prive une partie de la population de *revenus monétaires*. Le premier phénomène agit différemment sur les différentes fractions de la population selon leur capacité d'accès à la nourriture existante ; le second peut agir totalement indépendamment des ressources alimentaires (comme le montre l'état de la situation alimentaire dans le monde d'aujourd'hui où l'abondance des productions agricoles de la CEE s'accompagne de misères nutritionnelles, même en Europe).

En dépit de ce qu'il écrit sur le salaire dans ses ouvrages ultérieurs, on peut se demander si Malthus, dans cet « Essai sur le principe de population », n'a cessé de présupposer l'accès direct aux subsistances (tel qu'il peut s'observer dans les sociétés d'autosubsistance) et d'ignorer leur acquisition par le truchement de revenus monétaires qui dépend, non du volume disponible des vivres mais de l'emploi et des salaires.

En fait, Malthus raisonne en terme de volume global de la production alimentaire, sans tenir compte de sa distribution ou de ses fluctuations dans le temps. Il ne fait pas la différence entre les effets imaginaires d'une impossible augmentation de la population au-delà des moyens de subsistance et ceux, réels, d'une diminution relative des subsistances ou de leur inégale répartition sociale.

Or prévenir la croissance de la population, selon les intentions proclamées de Malthus, ne requiert pas les mêmes méthodes que l'élimination d'une population déjà existante. Les méthodes de contrôle des naissances, morales ou autres, suffiraient dans le premier cas. Il faut laisser mourir ou faire mourir dans le second. Cette confusion est à l'origine du plus impitoyable des « malthusianismes ».

Malthus ne voyait pas de solution dans l'augmentation de la production des subsistances pour les pauvres, car pensait-il, leur population

augmenterait aussitôt en proportion. Cette proposition, qui ignore les thèses, depuis vérifiées, de Condorcet sur la baisse de la croissance démographique qu'entraîne une amélioration du niveau de vie, en implique une autre, à savoir que *la population travailleuse doit être maintenue en permanence à la lisière de la disette*. Telle est la véritable loi de Malthus. Proposition essentielle à son économie politique qui considère « que c'est le manque de moyens de subsistance qui pousse surtout les classes ouvrières à produire des objets de luxe ; que ce stimulant s'affaiblit ou disparaît et qu'il faille moins de travail pour se procurer ces moyens de subsistance et nous avons alors toute raison de croire que l'on consacrerait non pas davantage, mais moins de temps à la production des moyens de jouissance ». (Dangeville, in Marx, Engels : *Critique de Malthus* 1978 : 298 ; 243). Marx relève que Malthus n'avait pas intérêt à masquer les contradictions de la production bourgeoise mais au contraire à les mettre en évidence pour « démontrer que la misère des classes ouvrières est nécessaire (nécessaire bien sûr, pour le mode de production capitaliste) et d'autre part pour convaincre qu'il faut un clergé d'État bien engraisé si l'on veut avoir une demande adéquate. » (*Principle of Political Economy*, p. 334, in Dangeville, 1978 : 298, 243). Cette recommandation de Malthus est parfaitement appropriée à l'économie capitaliste et, même si elle n'est pas explicitement formulée aujourd'hui elle explique la « rationalité » des lois fiscales qui ménagent les hauts revenus, de même que l'existence de corps sociaux surpayés (les « cadres » en général, la haute administration, etc.) qui contribuent à une forte consommation de luxe indispensable à l'entretien du marché capitaliste.

C'est donc bien l'appartenance de classe qui inspire à la fois la justesse des raisonnements de Malthus et les errements de ses conclusions. Tandis que sa crainte d'une surpopulation dévoreuse de rente le pousse à évoquer, contre toute raison, une surpopulation absolue, c'est avec plus de rigueur qu'il construit sa théorie de la valeur dans ses ouvrages postérieurs où il s'appuie sur la notion d'une surpopulation relative et non absolue. Il constate, sans que ses épigones semblent y avoir pris garde, que cette surpopulation (relative) provient de ce que les revenus de la classe ouvrière ne lui permettent pas de racheter sa propre production et que cette sous-consommation, qui apparaît comme une surproduction aux yeux des économistes libéraux, ne peut être résorbée que par une classe improductive dont Malthus se reconnaît comme le représentant et s'offre comme le bénéficiaire.

Enfin Malthus, dans sa critique des thèses de Goodwin, reproche à celui-ci « d'attribuer aux institutions humaines tous les vices et toutes les calamités qui pèsent sur la société » (p. 95). « S'il en était ainsi, raisonne Malthus, chercher à bannir le malheur de notre monde n'apparaîtrait pas comme une entreprise désespérée : la Raison serait en effet

l'instrument grâce auquel on pourrait espérer réaliser une aussi heureuse réforme. Mais les maux, dont certains ne sont que trop réels, causés par les institutions humaines peuvent être considérés comme légers et superficiels en comparaison des malheurs beaucoup plus graves qui proviennent des lois de la nature et des passions des hommes » (p. 95). La Raison ne peut rien, mais Malthus l'invoque néanmoins pour pouvoir imposer son plan, raisonnable, qui contraindrait les hommes des classes inférieures à ne se marier que s'ils ont les moyens de nourrir leurs familles. Comment leur imposer cette restriction ? Par l'éducation, propose-t-il (p. 216), qui leur apprendrait la chasteté et la prévoyance. Mais sa confiance dans cette solution « raisonnable » est, en effet, bien médiocre. Malthus se laisse emporter par sa « passion » quand il préconise implicitement la coercition, celle-ci étant, après tout, « naturellement » entre les mains de la classe supérieure qui se doit d'imposer à ces populations misérables et sans entendement, « sa raison ».

Châtiments et récompenses, abolition ou promulgation des lois sont les privilèges de cette classe dominante à laquelle, en tant que « propriétaire », Malthus appartient, à laquelle il s'adresse sans équivoque et qui l'entendra.

*
* *

Le génie de Malthus aura été de révéler à la bourgeoisie ce qui deviendra l'une de ses préoccupations majeures : *la nécessité d'intervenir dans la reproduction de la force de travail*, c'est-à-dire sur la démographie des classes exploitées, afin d'éviter que les besogneux ne tombent à sa charge. Deux méthodes sont à sa portée. L'une est le « contrôle volontaire des naissances par l'éducation ». Mais il n'y croit guère. Par contre en liant le principe de population à la production, Malthus aura aussi suggéré de rechercher dans l'économie les moyens d'agir plus efficacement sur la population : l'action sur le niveau de consommation, sur les institutions vouées à l'entretien et à la reproduction de la vie font partie de l'arsenal utilisé par les économistes « libéraux » ; elles sont aujourd'hui mises en œuvre à travers le monde par les plus puissantes des agences internationales, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

*
* *

Malthus nous donne aussi à réfléchir sur la causalité démographique qu'on lui prête et sur sa portée. La démographie agit-elle comme cause dans l'histoire ? La surpopulation absolue est, nous l'avons vu, une

vision idéologique et imaginaire de Malthus, en contradiction avec ses propositions logiques. Toutefois, l'idée selon laquelle l'accroissement de la population pourrait être à l'origine d'événements décisifs est présente, sans jamais être explicitée, dans la plupart des ouvrages contemporains d'histoire. La « révolution démographique », que constatait Landry, de descriptive est devenue explicative. Des « explosions démographiques » surgissent *ex nihilo* pour expliquer les grands bouleversements contemporains. Le nazisme a utilisé cet argument pour revendiquer son Lebensraum, son « espace vital ». Les guerres, comme pour Malthus, seraient encore pour beaucoup d'historiens, la conséquence d'un surgissement d'hommes et de femmes adultes en quête des terres susceptibles de les nourrir, mais parvenus, on se demande comment, en âge de se battre pour les conquérir sans avoir disposé des moyens de croître. Enfin le sous-développement, qu'accompagne généralement un accroissement démographique, est expliqué par un comportement sexuel aberrant des populations pauvres ou par les vertus d'une médecine toute-puissante qui serait déjà parvenue à guérir sans avoir véritablement commencé à prévenir.

La démographie est ainsi l'objet de fantasmes. La présentation délibérément catastrophique de la croissance démographique inspire la peur et les réactions d'hostilité envers les peuples les plus pauvres ayant, pour des raisons que je résume plus loin, des taux de natalité élevés. Les circonstances historiques de cette croissance ne sont pas toujours explicites ; elle apparaît comme l'effet d'une prolifération « animale », irrésistible, qui suggère chez certains que seule la guerre et ses massacres pourraient l'enrayer. Les famines apparaissent comme les conséquences inévitables et en définitive nécessaires d'une telle prolifération dont ne seraient responsables que ceux qui ne savent pas maîtriser leur croissance.

Le catastrophisme démographique se fonde sur une facilité d'interprétation. Il suppose que les taux de natalité et de mortalité demeureront identiques sur la période de prévision ; seules sont présentées au grand public les hypothèses qui extrapolent le mouvement démographique déjà amorcé, à l'exclusion d'autres mouvements démographiques possibles au cas où certaines conditions politiques, économiques et sociales sont remplies. Ce type d'arguments est utilisé pour terroriser les uns par les autres : les pauvres sont à redouter pour leur prolifération ; quelques irréflechis voient déjà des hordes, venues du fond des déserts, conquérir de haute lutte par le seul effet du nombre, nos pays nantis ; comme si une opération militaire de cette envergure était à la portée de peuples sans ressources. Pour d'autres, les immigrés, déjà dans la place, trop féconds, menacent l'intégrité nationale et les « valeurs judéo-chrétiennes » ; comme si de telles valeurs, pour ce qu'elles valent, ne pouvaient être portées que par-dessus une certaine couleur de peau.

La démographie deviendrait pour ceux-là, la caution scientifique d'arguments réactionnaires et racistes, touchant à une sensibilité exaspérée par la crainte de la misère venue de la concurrence (organisée par leurs employeurs) de travailleurs moins exigeants. Arguments fondés, donc, comme l'écrivait Engels, sur « un important fond de vérité », qui leur donne crédibilité.

Marx concluait ses critiques de Malthus par l'affirmation que *chaque mode de production, chaque système social, possède ses propres lois de population*. En d'autres termes, la démographie ne commande pas l'histoire, elle en est d'abord le produit.

Afin de le comprendre, il faut démêler les paralogismes de Malthus et reprendre pour ce faire le raisonnement d'ensemble concernant les rapports entre la croissance de la population et la production des subsistances.

Une distinction s'impose entre différents systèmes de production susceptibles de répondre à des lois démographiques différentes.

*
* *

Dans les sociétés domestiques⁸, la reproduction démographique qui s'accomplit par la venue à maturité d'une nouvelle génération, est toujours très inférieure, non seulement au potentiel fécond des femmes pubères, comme c'est le cas dans toutes les sociétés, mais à la natalité. La démographie des populations paysannes africaines par exemple, montre un très fort taux de natalité, mais une forte mortalité jusqu'à l'âge de 12 ou 13 ans. Lorsqu'il y a accroissement de la population, il ne vient ni d'une fécondité ou d'une natalité plus élevées, mais de la diminution de l'écart entre un taux de natalité relativement constant et la mortalité infantine⁹. Cette augmentation du taux de survie tient d'abord à la possibilité pour les enfants d'accéder à une quantité suffisante de subsistances jusqu'à leur maturité. Faute de quoi une fraction

8. Il s'agit des sociétés agricoles d'autosubsistance, hors marché et non soumises à tribut, utilisant des outils aratoires manuels et individuels de faible productivité. Le rapport entre productifs et improductifs se fonde sur les capacités physiologiques des individus et non sur une appartenance de classe. Bien que les communautés domestiques alimentent aujourd'hui le marché international des matières premières et du travail, la persistance de la production vivrière familiale à la houe oblige encore à en tenir compte comme modèle de référence.

9. J'appelle mortalité *infantine* celle qui touche l'individu entre le sevrage et la maturité. La mortalité *infantile* étant celle qui frappe les enfants nourris au sein, donc dépendants de l'état physiologique de la mère.

de cette génération mourra, socialement définie par la manière dont la pénurie sera distribuée.

La reproduction dépend donc, non seulement de la natalité à laquelle on doit un contingent périodique de nouveau-nés, mais aussi des capacités économiques de la génération productive à alimenter cette nouvelle génération pendant toute sa période préproductive. La reproduction des effectifs dépendra donc économiquement de la *productivité du travail agricole vivrier* et, sur le plan social, du mode de partage des subsistances entre les générations productives et préproductives¹⁰.

Si l'alimentation n'est pas suffisante à elle seule pour assurer la survie, elle en est la première nécessité et il est possible de restreindre notre raisonnement à ce besoin prioritaire qui, s'il n'est pas satisfait, retire tout fondement aux raisonnements portant sur les autres nécessités de la vie.

La productivité du travail agricole vivrier

La productivité du travail agricole vivrier (ou PAV) mesure la quantité moyenne de subsistance produite par un adulte actif pendant une période donnée ; le *surproduit vivrier* étant la part de ce produit qui dépasse la consommation du producteur. La période significative démographiquement est celle qui correspond à la maturation d'une génération nouvelle, période d'une durée définie par le niveau de développement de chaque société¹¹. Dans les sociétés domestiques d'autosubsistance où tous les actifs sont engagés dans la production agricole, la reproduction simple d'une génération suppose que la productivité vivrière moyenne des producteurs agricoles des deux sexes de la génération précédente soit telle que chaque adulte productif crée un surproduit suffisant pour nourrir un enfant jusqu'à sa maturité.

La connaissance de la productivité moyenne du travail agricole vivrier (la quantité moyenne de nourriture produite par un adulte pendant la période nécessaire à la maturation d'un enfant) est une donnée

10. La distribution aux générations postproductives ou aux infirmes n'affecte le raisonnement que dans la mesure où elle se ferait aux dépens des générations productives ou préproductives.

11. D'un point de vue méthodologique, raisonner dans un champ transdisciplinaire demande l'élaboration de concepts et de notions qui dépassent ceux qui procèdent de chacune des disciplines concernées. Ainsi en ce qui concerne la mesure du temps, on ne peut se satisfaire du système horaire, conventionnellement utilisé par l'économie capitaliste pour séparer le temps de vie du temps de travail et découper celui-ci en unités précises afin de ne payer le prolétaire qu'en proportion du travail fourni et non en fonction de ses besoins vitaux. Les durées pertinentes du point de vue de l'être humain, et non du patron qui ne l'emploie et le paie que pour des moments de sa vie, sont la saison, l'année révolue, les périodes productives ou improductives de la vie, le temps de maturation, l'espacement entre les moments de restauration, etc.

indispensable à l'évaluation de la croissance démographique dans ces sociétés. Elle en fixe le maximum absolu. C'est une donnée cependant rarement recherchée et qui ne figure généralement pas dans les statistiques. On trouve plus souvent des chiffres concernant le rendement des terres, sans incidence sur la reproduction si on ne connaît pas aussi le nombre d'agriculteurs qu'emploie chaque surface considérée¹².

Le taux de croissance économique ou vivrier de la population sera donc commandé par ce taux de productivité qui en fixe le maximum absolu, puisque la population ne peut croître sur ses propres ressources qu'en fonction de ses disponibilités vivrières. A aucun moment, dans une économie d'autosubsistance et compte tenu des stocks éventuels, la population D ne peut excéder le quotient de la production vivrière V (c'est-à-dire la productivité agricole vivrière moyenne PAV multipliée par le nombre de producteurs agricoles C) divisée par la ration individuelle moyenne r :

$$V = \frac{(PAV) \times C}{r}$$

(L'autosubsistance redevenant pertinente à l'échelle mondiale, la population du globe ne peut excéder ce quotient. L'existence de stocks dans les pays nantis, même invendables, montrent que la population mondiale actuelle n'a pas atteint son plafond. Certains économistes estiment à 90 milliards la population qui pourrait être nourrie par notre planète, si elle était végétarienne, et de 36 milliards si carnivore. (Cépède, 1970 « Économie de l'alimentation » Encyclopaedia Universalis, I : 670). D'autres voient déjà la saturation démographique de la planète pour les prochaines décennies.)

Le taux de survie de chaque cohorte, dans une société d'autosubsistance à faible productivité agricole et dépourvue de réserves, dépend plus des aléas de la production agricole que de la natalité. A chaque déclin de la production vivrière, les effectifs de la nouvelle génération diminue absolument. Le rattrapage démographique se fait par le main-

12. On peut observer parfois une relation inverse entre productivité (du travail) et rendement (des terres). Là où la culture est extensive, la productivité est forte et le rendement relativement bas ; lorsque celui-ci augmente en raison d'un travail plus intensif sur chaque unité de surface, la productivité est susceptible de baisser. Ce qui veut dire qu'un progrès objectif sur le plan des techniques agricoles peut avoir un effet économique et démographique négatif. Ainsi un paysan du Fuuta (Sénégal) expliquait à Claude Reboul (com. verbale) comment la culture irriguée des casiers rizicoles, moins productives que la culture du mil, l'épuisait tellement qu'il n'avait plus la force de faire des enfants. Expriment clairement la contradiction qu'imposait ce « développement » entre production et reproduction.

tien d'une natalité aussi élevée que possible afin qu'une population d'enfants sans cesse renouvelée soit prête à tirer parti de tout redressement de la situation alimentaire ; au prix naturellement, d'une mortalité infantine élevée en proportion lors de la crise alimentaire suivante.

Donc, dans les sociétés d'autosubsistance, la « loi de population » semble être le maintien en permanence d'un taux de natalité maximum comme moyen de maintenir les effectifs *au niveau permis par la productivité agricole vivrière moyenne sur la durée d'une génération*.

Une explosion démographique ne peut pas provenir de ce type de société.

Si la fécondité fixe un maximum absolu à la croissance démographique, la productivité agricole en fixe donc le niveau effectif. Au-delà des variations globales du volume de nourriture, sa distribution différentielle entre générations agit sur la mortalité des enfants, donc sur la croissance démographique. Pour mesurer celle-ci, les taux de natalité et de fécondité doivent être corrigés en fonction de ces données *économiques*. Par contre, si les disponibilités alimentaires étaient illimitées, ce seraient les taux de natalité et de fécondité, corrigés par une morbidité non nutritionnelle (donc ici sensible aux effets de la médecine), qui détermineraient la croissance démographique.

La productivité agricole vivrière marque donc un seuil. Elle définit *deux régimes de croissance démographique* : si elle est trop basse pour alimenter les effectifs d'une nouvelle génération de la naissance à la maturité, la croissance sera régentée par les fluctuations des disponibilités alimentaires ; c'est le cas dans les sociétés domestiques décrites ci-dessus. Si la productivité du travail agricole est telle que la production permet de nourrir un nombre d'enfants supérieur au potentiel à naître, la croissance dépendra des taux démographiques. C'est le cas dans les sociétés industrielles.

Lorsqu'on observe une *croissance démographique*, c'est-à-dire une augmentation de la population *adulte* d'une génération à l'autre, c'est qu'il y a eu nécessairement une augmentation concomitante et continue, sur une durée au moins égale à la période de maturation d'une génération, de l'approvisionnement alimentaire.

D'une façon plus générale, les transformations démographiques observées lors du passage d'un système social à un autre, sont moins souvent la cause que l'effet des circonstances économiques. Les échanges avec d'autres populations par exemple, l'apport de produits alimentaires ou de producteurs agricoles, agit sur la croissance démographique : le commerce des grains ou l'esclavage ont des effets décisifs sur la démographie. (En ce qui concerne la démographie comparée du système esclavagiste et du servage, voir Meillassoux, 1986, *Anthropologie de l'esclavage : le ventre de fer et d'argent*, Paris, PUF)

Partage social des ressources alimentaires

Nous avons précédemment repéré un moment de la vie, celui de la maturité, où un individu devient à la fois apte à procréer et à produire sa subsistance et celle de son ou ses substituts. En deçà de ce moment, pendant la période préproductive, un décès prive absolument la société de ce potentiel de croissance, en même temps que l'investissement en subsistance dans cet individu est définitivement perdu.

La période préproductive de l'individu, peut être divisée elle-même en deux : la période *infantile* pendant laquelle l'embryon et le nouveau-né sont nourris par l'intermédiaire de la mère (période qui durerait donc de la conception au sevrage complet) et la période *enfantine* pendant laquelle, étant sevré, la survie de l'enfant dépend de l'ingestion directe de nourriture.

Cette distinction permet d'en faire une autre (qui la rapporte au fait alimentaire) entre disette et famine : il y aurait *disette* lorsque les fluctuations à la baisse de la production vivrière moyenne affecte la nutrition des générations improductives (agissant donc surtout sur la mortalité infantine et sénile). La *famine* interviendrait lorsque le produit disponible est insuffisant pour assurer l'alimentation de toutes les générations, donc aussi des mères adultes, de leurs embryons et des nourrissons.

La disette se définirait ainsi économiquement comme un phénomène de caractère *structurel* et la famine comme un phénomène *conjoncturel*.

Au-delà de la *productivité du travail agricole vivrier (PAV)*, qui détermine globalement le volume disponible pour une société dans son ensemble, sa répartition entre les différentes fractions sociales établit donc, indépendamment des échanges, le taux de reproduction de chacune d'elles.

a) Partage entre générations

Dans les sociétés domestiques, selon une pratique assez générale, les enfants n'ont accès qu'aux restes des repas des adultes. En raison de ce mode de partage, en cas de *disette*, leur portion est plus que proportionnellement réduite, car il est admis que les adultes actifs, et plus particulièrement les hommes, doivent être nourris suffisamment pour assumer leurs tâches. La malnutrition tend donc à frapper la population infantine avant celle des adultes. En temps de *famine*, la perpétuation du groupe exige que les adultes, capables de procréer à nouveau et de créer dans le futur un surproduit qui alimentera la croissance, soient les derniers sacrifiés, aux dépens, de façon plus drastique encore qu'en temps de disette, des improductifs, dont les enfants. En outre, la population adulte féminine étant alors elle-même touchée par la malnutrition,

c'est aussi la population infantile qui est frappée par une mortalité plus élevée.¹³

La répartition du produit entre générations est, dans ces sociétés domestiques, à la base du mode de reproduction. Par contre entre ses composantes sociales (maisons, communautés, « lignages »), qui produisent chacune leur alimentation, il y a des transferts occasionnels mais pas de redistribution inégalitaire qui procéderait d'une exploitation systématique des unes par les autres. C'est ce mode particulier de distribution des subsistances qui contribue à donner à la société domestique une démographie spécifique.

b) Partage entre classes et peuples

Dans toutes sociétés de classes, l'essentiel de l'exploitation repose sur l'accès inégal aux nécessités de la vie, dont la nourriture. Dans les sociétés pré- et exo-capitalistes, l'exploitation, quand elle se manifeste, agit d'abord sur le partage du surproduit vivrier. Dans le servage ou l'esclavage, par exemple, une classe improductive, dédaigneuse des travaux viles de la terre, se nourrit du travail agricole de classes asservies. La reproduction démographique des unes et des autres est conditionnée par les modalités économiques et sociales de cette exploitation. Les classes dominantes se trouvent en position d'utiliser prioritairement les moyens de reproduction émanant des classes dominées : leur surproduit agricole par des procédés d'extorsion ou de taxation, et leurs femmes par l'hypergamie. Chaque classe sociale possède donc des caractéristiques démographiques qui correspondent à des rapports sociaux de reproduction distincts qui se manifesteront par des différences dans les régimes matrimoniaux ou dans les rapports de parenté.

La situation contemporaine de la démographie des pays sous-développés est le fait du mode d'exploitation de type *impérialiste*¹⁴.

Nous avons expliqué ailleurs les raisons pour lesquelles l'augmentation de la productivité du travail dans l'agriculture vivrière d'autosubsistance (à la différence de l'agriculture commerciale) n'a jamais été

13. Selon une enquête faite sur un large échantillon international : « studies of intra household allocation of nutrients show (that) food goes to the strongest in the family, especially during lean months » (*The World Bank Research News*, March 1989, 8, 3). Sur le partage de la nourriture en période de famine, peu d'informations sont disponibles en raison de la gêne des informateurs à faire état des comportements cruels imposés par ces circonstances. Voir à ce sujet les travaux de M. Chastenet (ORSTOM, à paraître).

14. C'est-à-dire l'exploitation qui s'exerce à travers la domination de systèmes sociaux (communauté domestique ou « nations » par exemple) à la différence du capitalisme dans lequel l'exploitation s'exerce directement sur des individus.

encouragée puisqu'elle fait disparaître le principal avantage que procure l'emploi de la main-d'œuvre migrante, c'est-à-dire son relatif bon marché. Cette circonstance s'ajoute aux effets de la politique de libre-échange appliquée à ces pays et qui ne permet pas la mise en œuvre de moyens de production augmentant la productivité du travail dans l'agriculture vivrière sans mener les entreprises agricoles à la banqueroute. L'« explosion démographique » des années 1950-70 n'a pas été alimentée par l'agriculture paysanne à la houe. Dans les faits, cette croissance démographique, qui s'est manifestée surtout dans les villes du tiers monde au cours des 25/30 ans qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, a coïncidé avec les importations de produits alimentaires en provenance de pays à haute productivité agricole comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, etc. Si cette « explosion » démographique s'apparente à celle qu'ont connue les classes ouvrières de l'Europe industrielle sous l'effet de la libre circulation des grains, elle résulte de nos jours, dans les pays du tiers monde, des stratégies économiques et démographiques internationales qui leur ont été appliquées.

Le niveau nutritionnel n'est peut-être pas suffisamment pris en considération comme facteur positif de croissance. Il est admis pourtant comme facteur négatif : en cas de famine, on enregistre la diminution de la population comme allant de soi. Inversement, et a fortiori, il faut admettre que les redressements démographiques subséquents ne peuvent avoir lieu sans être précédés ou accompagnés d'un approvisionnement alimentaire proportionné.

On attribue plus volontiers la baisse de la mortalité au progrès médical et sanitaire qu'à un accroissement du volume des subsistances. Mais parmi les mesures sanitaires préventives figure en première place une alimentation satisfaisante des mères pendant la grossesse et l'allaitement, et celle des enfants jusqu'à l'âge de leur maturité. Aucune médecine préventive ou curative ne peut sauver (ni « guérir ») un enfant privé de nourriture. L'alimentation est à la base de la santé sur laquelle la médecine n'a qu'un effet correctif et non causal.

Cet accroissement démographique d'après-guerre est le résultat de la politique dite de « développement » destinée à favoriser la fourniture des firmes d'origine étrangères en matières premières et en main-d'œuvre. Les investissements capitalistes dans les pays sous-développés y recherchaient jusque vers le milieu des années 70, une main-d'œuvre urbaine locale à bon marché par rapport au coût de la main-d'œuvre des pays riches. La faible productivité agricole vivrière locale permettait jusqu'à un certain point d'assurer la reproduction familiale et l'entretien d'une partie des travailleurs en chômage ou trop vieux et sans sécurité sociale, mais elle ne permettait pas d'alimenter de surcroît de manière prolongée la formation d'une large main-d'œuvre urbaine. L'importation de denrées bon marché produites dans des conditions de haute

productivité, souvent subventionnées par les gouvernements exportateurs et locaux et même parfois gratuites, était nécessaire pour contenir les prix alimentaires, donc le coût de la main-d'œuvre urbaine. Mais en même temps, cette politique entravait le développement de l'agriculture vivrière locale placée dans des conditions de « concurrence » insupportables. Elle encouragea l'émigration rurale vers les villes où le coût relatif, *en temps de travail*, de la nourriture achetée avec un salaire était relativement moindre que celle produite au village. Dans les villes, la démographie des villes ne dépendait donc plus des aléas climatiques ni de la productivité agricole vivrière des communautés paysannes, mais du volume des importations alimentaires et de leur accès en fonction du niveau des salaires, de la continuité de l'emploi et des revenus monétaires à laquelle contribuaient aussi les formes populaires d'aide mutuelle. Dans les décennies 1950-70, les populations urbaines bénéficièrent ainsi d'un accès relativement stable et durable à la nourriture qui contrastait avec les aléas de la production agricole rurale, offrant de meilleures conditions de survie aux enfants, encore améliorées par la situation sanitaire et hospitalière. La baisse de la mortalité infantine qui s'en suivit ne fut pas accompagnée cependant chez les premiers émigrants urbains par une baisse proportionnelle de la natalité, provoquant un réhaussement du seuil de croissance.

Cette situation s'est retournée vers le milieu des années 70.

La demande industrielle en force de travail dans les villes des pays sous-développés a baissé en raison des nouveaux seuils de productivité atteints dans l'industrie mondiale et qui demande moins d'ouvriers, mais plus qualifiés. Les industries de main-d'œuvre qui persistent doivent utiliser sous l'effet de cette concurrence une force de travail encore meilleur marché. Grâce à la concentration croissante du capital elle peut distribuer et déplacer géographiquement ses investissements industriels en fonction des conditions locales les plus avantageuses. Les bureaucraties stalinienne s'ouvrent maintenant sans réserve à cette demande. La Chine offre des « zones spéciales » de 350 millions d'habitants aux « investisseurs » capitalistes, tandis que l'Europe de l'Est comme l'URSS, qui possèdent une main-d'œuvre plus qualifiée, cherchent à attirer les investissements étrangers quitte à aggraver leur dépendance envers le FMI et la Banque Mondiale.

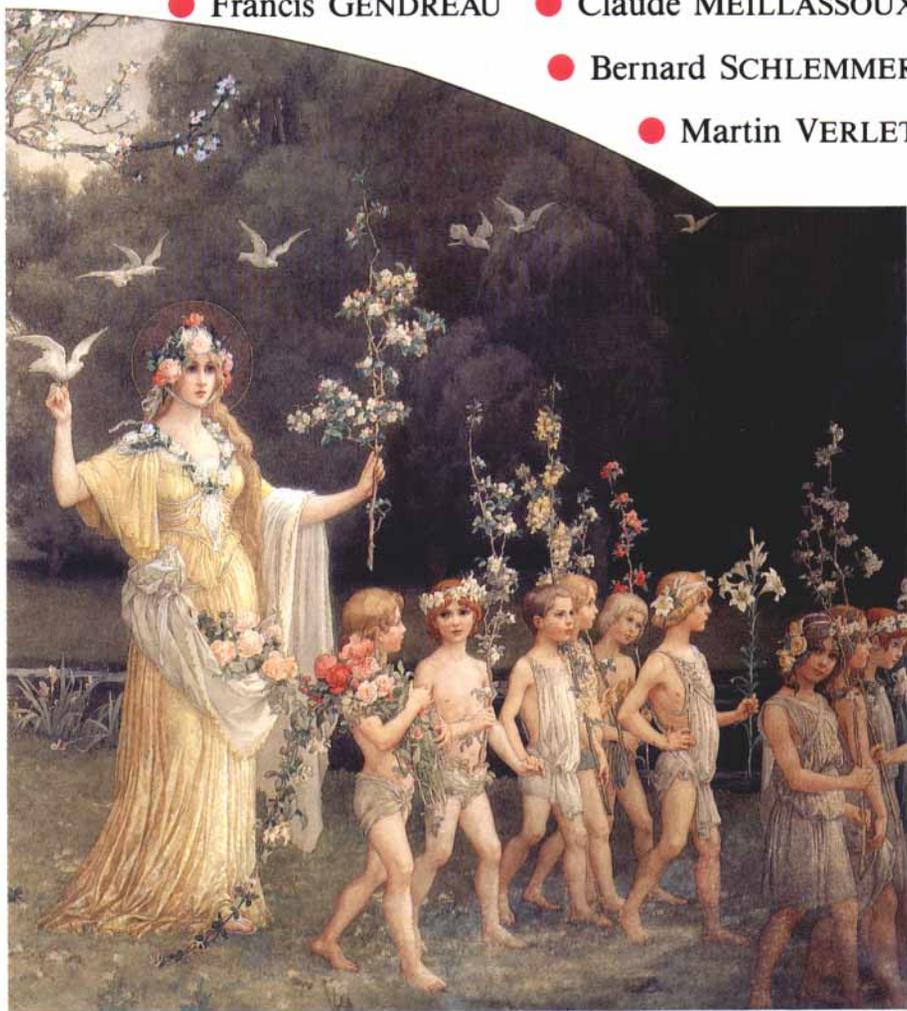
La demande en force de travail a donc diminué drastiquement au cours de la dernière décennie dans les pays sous-développés situés dans l'orbite capitaliste. Cette population qui a crû dans les décennies précédentes sous l'effet de la politique d'importation alimentaire et d'emploi décrite ci-dessus, est aujourd'hui dans la situation d'une *surpopulation relative*. Le problème, pour l'économie capitaliste qui l'a créée, est de la faire disparaître pour ne pas l'avoir à charge. Idéologiquement, elle est présentée comme une *surpopulation absolue*, par la confusion faite

entre cette population présente et les prédictions d'une future population gigantesque et terrifiante, mais à ce point encore imaginaire. Sur un plan pratique, on applique à ces populations aujourd'hui surnuméraires, une politique inverse de celle qu'elles ont subies lorsque la demande de main-d'œuvre peu qualifiée était forte. Les politiques de « réajustement » du FMI, consistent désormais à élever le coût de l'alimentation dans les villes et à réduire ou supprimer les services publics voués à l'entretien et la reproduction de la vie. Maintenant que le chômage prévaut, il n'est plus nécessaire de faire baisser le coût de la force de travail en baissant le prix des nécessités de la vie : la concurrence entre travailleurs y suffit. On espère par cette politique féroce, renvoyer les travailleurs « excédentaires » dans les campagnes, ce qui advient à une relativement faible échelle, en raison des difficultés de restauration des terres, de réapprendre l'agriculture, souvent aussi à cause de l'insécurité provoquée par la misère ou la prolifération des armées. Pour ces populations, qu'elles soient bloquées dans les villes ou livrées à l'insécurité des campagnes, cette politique mène à la faim, à la morbidité et à la mort précoce.

Le contrôle de la démographie des peuples exploités par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Une forme de contrôle plus efficace et plus cruel s'établit sous prétexte de « rationalité économique » : la leçon de Malthus a été entendue.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

**EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991**